NOS ÉLU.ES DÉFERRENT NOS SERVICES PUBLICS, ON FERRAILLE ET BLOQUE LEUR CONSEIL !

Nous venons apporter aux élu.es du Conseil départemental du Lot un vestige de la ligne Cahors-Capdenac qu'iels ont contribué à détruire. Ce morceau de rail abandonné sur le ballast est à l'image de nos lignes de proximité, délaissées par nos représentant.es. Le conseil départemental, de concert avec la région et les notables locaux, a décidé de déferrer la ligne, pour y établir une voie "verte". Il hypothèque ainsi tout espoir de voir un jour renaître la ligne, et ne se montre pas à la hauteur des enjeux que nous impose le réchauffement climatique.



A l'heure où tous les rapports établissent la nécessité de combattre les émissions de gaz à effet de serre par des politiques de sobriété énergétique, le recours au ferroviaire apparait comme un levier puissant pour décarbonner le secteur des transports.

Pourtant nos élu.es abandonnent les lignes de proximité. Dans le Lot, les gares ferment les unes après les autres, et l'annonce de la fermeture de celle de Gramat, la semaine dernière, sonne comme une confirmation de ce désinvestissement. Dans le même temps la région Occitanie s'entête à maintenir les travaux de construction de l'A69 entre Toulouse et Castres, bétonnant toujours plus de terres! Nous ne pouvons que voir un parallèle évident entre ces différentes décisions politiques, qui nous confinent à une dépendance toujours plus accrue à la voiture individuelle. Nous soutenons la campagne nationale contre le béton actuellement en cours.

D'autre part, le développement des LGV profite majoritairement à une population aisée, quand les petites lignes sont celles qui désenclavent véritablement les populations. Nous contestons cette utilisation des finances publiques qui subventionnent en réalité l'accroissement des inégalités d'accès à la mobilité.

Le tronçon qui reliait Cajarc à Larroque Toirrac n'existe donc plus. Impossible désormais d'installer une machine sur ces rails pour remettre en état cette ligne structurante de notre département. Les pouvoirs publics ont choisi d'investir 33 millions d'euros dans la destruction d'une ligne de chemin de fer.